

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 24 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS KALIAKOUDAS ET FILS

Rue des Arolles
73540 La Bâthie

Références : 20240618-RAP-InspectionKaliakoudas_vuTM.odt
Code AIOT : 0006104342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 juin 2024 dans l'établissement SAS KALIAKOUDAS ET FILS implanté rue des Arolles de la Zone industrielle de la commune de La Bâthie (73540). L'inspection a été annoncée le 11 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a pour thème principal d'évaluer in situ le projet de modification des conditions d'exploitation du site porter à connaissance de Monsieur le Préfet par le dossier déposé le 28 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS KALIAKOUDAS ET FILS
- Les Vernays 73540 La Bâthie
- Code AIOT : 0006104342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KALIAKOUDAS et FILS, représentée par son président M. Georges KALIAKOUDAS, exploite régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 1/10/1993, complété par les arrêtés du 20/10/2003, du 15/03/2004 et du 13/04/2012, un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux, ainsi qu'un centre VHU, au sein de son établissement situé en zone artisanale des Vernays sur la commune de La Bâthie.

Le site, qui occupe une surface d'environ 5000 m², emploie neuf personnes. L'activité principale de l'établissement est orientée sur le VHU. L'activité secondaire est le démantèlement de remontées mécaniques ou de sites industriels. Seule une petite partie des déchets issus de ces déconstructions transite sur le site. L'exploitant possède également un livre de police pour l'achat de ferrailles aux particuliers et petits artisans du secteur.

Depuis la parution du décret N° 2012-1304 du 26/11/2012, et comme acté par arrêté préfectoral complémentaire du 22/12/2013, l'activité de centre VHU de M. KALIAKOUDAS relève de la rubrique

2712-1 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de l'enregistrement, compte tenu de sa surface de 1600 m². Elle est à ce titre réglementée par l'arrêté ministériel du 6/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux centres VHU relevant du régime de l'enregistrement. Elle fait enfin l'objet d'un agrément délivré par arrêté préfectoral du 19/06/2018. Conformément à l'arrêté ministériel du 14/04/2020, cet agrément est désormais sans limite de validité (6 ans fixés initialement).

Depuis la parution du décret N° 2018-458 du 06/06/2018, l'installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux relève quant à elle de la rubrique 2713-1 sous le régime de l'enregistrement également, compte tenu de la surface exploitée supérieure à 1000 m² (1500 m²). Le référentiel réglementaire afférent est l'arrêté ministériel du 06/06/2018.

Le tri transit regroupement de déchets dangereux continue de relever de la rubrique 2718-1 sous le régime de l'autorisation.

La presse à ferraille et la machine à dénuder relèvent, elles, de la rubrique 2791-2 sous le régime de la déclaration (quantité traitée : 8 t/j).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
1	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
2	Analyse des eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/02/2003, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dossier de Porter à connaissance	Autre du 28/04/2022	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Cahier des charges centre VHU	Arrêté Préfectoral du 22/12/2013, article Point 15 du cahier des charges Annexe	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite in-situ des installations a permis d'évaluer les impacts des modifications envisagées au porter à connaissance et la nécessité de compléter le dossier sur les points suivants :

- les mesures constructives mises en œuvre afin de limiter les effets thermiques sur le site en cas d'un incendie de VHU non dépollués sur la nouvelle aire d'entreposage,
- la mise en place d'une réserve d'eau incendie de 120 m³
- l'autorisation de construire un bâtiment sur les nouvelles parcelles et le raccordement aux eaux usées.

Par ailleurs, il a été relevé lors de la visite d'inspection des non-conformités aux prescriptions applicables aux activités de l'établissement qui nous conduisent à demander à l'exploitant de réaliser sous un délai n'excédant pas trois mois les actions correctives suivantes :

- mettre en conformité son site aux dispositions visant les moyens de lutte extérieure contre l'incendie en installant à proximité du site une réserve d'eau d'une capacité minimale de 120 m³ équipée de raccord conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cette réserve ;
- d'identifier les causes responsables de la présence des dépassements significatifs constatés sur les deux points de rejets. L'exploitant est tenu de mettre en œuvre des actions permettant le respect des valeurs limites de rejets détaillés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, sur ses deux points de rejets. Une contre analyse des eaux pluviales sur les deux points de rejet devra être transmise à l'inspection.
- adresser à l'inspection des installations classées les analyses des eaux souterraines réalisées en période de basse eaux des deux piézomètres et du puits situés sur le site ;
- lever les non-conformités du rapport de vérification de l'activité centre VHU suite à l'intervention datée du 28 mai 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : En séance, il a été abordé les moyens de défense extérieurs incendie disponibles à proximité du site. L'exploitant a confirmé que la borne incendie située à l'intersection de la rue des Arolles et de la rue des Grumes ne peut fournir qu'un débit de 49 m³/h. Pour compenser la capacité d'eau manquante, M. Kaliakoudas c'est rapproché du SDIS d'Albertville pour proposer d'utiliser en complément l'eau du puits situé sur son site. Selon l'exploitant, le SDIS a refusé cette possibilité et demande d'installer une réserve d'eau conforme dans une zone accessible par les véhicules d'intervention. Aussi, dans le cadre des travaux d'aménagement de son site prévu au Porter à connaissance, M. Kaliakoudas s'est engagé à installer une réserve d'eau sur la parcelle de terrain dont il est propriétaire, situé en face de l'entrée du site. Par ailleurs, lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'extincteurs répartis dans les locaux. De plus les détecteurs incendies sont disposés dans les locaux et reliés à une centrale d'alarme qui diffuse des messages aux portables des responsables du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est à noter que lors de la visite d'inspection du 10 mars 2022, il a été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures correctives permettant de répondre aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en disposant d'une défense extérieure incendie de 60 m³/h pendant deux heures ; Aussi, considérant que l'exploitant n'a pas satisfait à la demande susvisée, la capacité de la défense extérieure incendie restant insuffisante, il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société KALIAKOUDAS et FILS de mettre en conformité son site, dans un délai n'excédant pas trois mois, aux dispositions concernant les moyens de lutte extérieure contre l'incendie. Une réserve d'incendie d'une capacité minimale de 120 m³ doit être installée à proximité de l'entrée du site. Elle sera équipée de raccord conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cette réserve.
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Analyse des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, rejets liquides
Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.
1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j
2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)
Arsenic et ses composés (en As)
Cadmium et ses composés
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)
Cuivre et ses composés (en Cu)
Mercure et ses composés (en Hg)
Nickel et ses composés
Plomb et ses composés (en Pb)
Zinc et ses composés (en Zn)
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)
Indice phénols
Cyanures libres
Hydrocarbures totaux
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
Benzo(a)pyrène
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)
Constats : L'exploitant a présenté la dernière analyse des eaux résiduaires du site datée du 04 avril 2024. Il est à noter que le réseau de collecte des eaux pluviales est pourvu de deux séparateurs d'hydrocarbures et de deux points de rejets connectés au réseau de la zone industrielle dont l'exutoire est l'Isère. Les prélèvements ont été réalisés en sortie des séparateurs d'hydrocarbure le 25 mars 2024. Le rapport d'analyse montre que les rejets des eaux pluviales ne respectent pas le seuil réglementaire, notamment pour les paramètres suivants : <u>Point de rejet n°1 :</u> <ul style="list-style-type: none">- Matières en Suspension (MES) : 1200 mg/l pour un seuil de 100 mg/l- Plomb : 0,25 mg/l pour un seuil de 0,1 mg/l- Arsenic : 0,05 mg/l pour un seuil de 0,025 mg/l- Chrome : 0,08mg/l pour un seuil de 0,05 mg/l- Cuivre : 0,53 mg/l pour un seuil de 0,15 mg/l- Zinc : 3,12 pour un seuil de 0,8 mg/l

<p><u>Point de rejet n°2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Matières en Suspension (MES) : 510 mg/l pour un seuil de 100 mg/l - Demande Chimique en Oxygène (DCO) : 1180 mg/l pour un seuil de 300 mg/l - indice hydrocarbure : 46,7 mg/jl pour un seuil de 10 mg/l - Plomb : 0,33 mg/l 0,1 mg/l - Chrome : 0,07mg/l pour un seuil de 0,05 mg/l - Cuivre : 0,4 mg/l pour un seuil de 0,15 mg/l - Zinc : 2,26 pour un seuil de 0,8 mg/l
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour rappel, des dépassements importants ont été relevés notamment sur les mêmes paramètres par l'analyse des rejets prélevés le 23 mars 2021.</p> <p>En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société KALIAKOUDAS et FILS d'identifier, sous un délai de 3 mois, les causes responsables de la présence des dépassements significatifs constatés sur les deux points de rejets. L'exploitant est tenu de mettre en œuvre des actions permettant le respect des valeurs limites de rejets détaillés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, sur ses deux points de rejets. Une contre analyse des eaux pluviales sur les deux points de rejet devra être transmise à l'inspection.</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2003, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...L'exploitant procédera, deux fois par an, à des analyses d'échantillons prélevés dans le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines, portant sur les teneurs en hydrocarbures totaux (HCT). Les résultats des premières analyses seront transmis à l'inspection des installations classées, dans un délai de 9 mois après la notification de l'arrêté puis dans un délai de 2 mois après chaque prélèvement semestriel....]</p> <p>La dernière campagne réalisée le 23 Juin 2021 confirme l'absence d'impact sur les eaux souterraines à l'aval du site. La société ALPES CONTROLES recommandait dans son rapport daté du 16 août 2021 la réalisation d'une seconde campagne, en période de basses eaux, avant de proposer l'arrêt de la surveillance, comme l'a demandé l'inspection des installations classées. Aucune analyse de la qualité des eaux souterraines n'a été réalisée depuis. En conséquence, lors de la visite d'inspection effectué le 10 mars 2022, il a été rappelé à l'exploitant qu'en l'absence de l'analyse demandée, la surveillance des eaux souterraines ne peut être levée à ce stade.</p>
<p>Constats :</p> <p>M. Kalikoudas a signalé qu'aucune analyse des eaux souterraine n'a été réalisée depuis 2021. En effet, des litiges l'opposant à la société voisine sur des suspicions de pollution des sols l'ont dissuadé de ne pas effectuer les contrôles de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Suite aux échanges en séance, l'exploitant s'est engagé à commander des analyses des eaux souterraines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de trois mois adresser à l'inspection des installations classées les analyses des eaux souterraines réalisées en période de basses eaux des deux piézomètres et du puits situés sur le site.</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Dossier de Porter à connaissance

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2022
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : La société Kaliakoudas a déposé en avril 2022 un dossier de Porter à connaissance portant sur la modification d'exploitation de son l'établissement implanté sur la commune de La Bathie. Ces modifications visent notamment à : <ul style="list-style-type: none">• augmenter la superficie exploitée en intégrant au site actuel une partie de la parcelle 2810 et la parcelle 2068,• déplacer les aires de stockage des VHU,• imperméabilisation de la surface qui sera dédiée au stockage des VHU non dépollués ,• déplacement des locaux administratifs dans un nouveau bâtiment à construire,• raccordement des eaux usées au réseau de collecte communal et neutralisation de la fosse septique,• La mise en place d'un broyeur de métaux. Ce broyeur ne sera pas utilisé tous les jours, mais en fonction de la quantité à broyer ainsi que de la capacité de stockage du site et en alternance avec la presse à ferrailles et la machine à dénuder pour ne pas dépasser les 8 t/j déclarées.
Constats : Lors de la visite des installations, il a été évoqué le projet de modification des conditions d'exploitation du site faisant l'objet du dossier de porter à connaissance de 2022. Le projet consiste notamment à étendre les activités dédiées au traitement des VHU sur deux parcelles jouxtant le site actuel et acquis par l'exploitant. Cela doit permettre de créer un accès différent des aires de stockage des déchets de métaux et d'entreposer les VHU en attente de dépollution. Par ailleurs il est envisagé de déplacer les locaux de bureau vers un nouveau bâtiment à construire sur cette nouvelle surface. Au vu de l'analyse du dossier, il ressort que le PLU autorise les activités industrielles sur ces parcelles. Le projet prévoit d'imperméabiliser les sols par une surface bétonnée qui disposera d'avaloirs reliés au réseau de collecte des eaux pluviales existant. Les VHU en attente de dépollution seront disposés sur cette surface étanche. Il ressort des échanges qu'il sera disposé en limite sud du site des blocs béton d'une hauteur d'un mètre prévu pour retenir les eaux d'extinction. Toutefois, ce dispositif ne sera pas suffisant pour limiter les effets thermiques sur le site en cas d'un incendie de VHU non dépollué entreposé sur cette zone. De plus, l'exploitant a annoncé qu'il n'a pas obtenu l'autorisation des services de l'urbanisme de la mairie de La Bâthie de construire un bâtiment sur ces parcelles. Il a été également évoqué la défense extérieure contre l'incendie et l'intérêt de mettre en place une réserve d'eau à proximité du site et d'inclure la surface ainsi réservée au dossier ICPE et de mettre à jour les plans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le dossier de Porter à connaissance concernant le projet de modification des conditions d'exploitation de son site de La Bâthie en adressant les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- les mesures constructives mises en œuvre afin de limiter les effets thermiques sur le site en cas d'un incendie de VHU non dépollués sur la nouvelle aire d'entreposage,- la mise en place d'une réserve d'eau incendie de 120 m³- l'autorisation de construire un bâtiment sur les nouvelles parcelles et le raccordement aux eaux usées.
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Cahier des charges centre VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2013, article Point 15 du cahier des charges Annexe
Thème(s) : Situation administrative, Vérification annuelle
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification de conformité de l'activité Centre VHU du 28 mai 2024. Ce rapport relève quatre non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- La traçabilité des pièces de réemploi n'est pas complète,- il n'existe pas d'interdiction de pénétrer sur le parc,- les analyses d'eau réalisée le 4 avril 2024 démontèrent plusieurs paramètres non conformes,- le rapport de l'année précédente n'a pas été envoyé en préfecture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous un délai n'excédant pas trois mois lever les non-conformités du rapport de vérification d'activité centre VHU du site. Les justificatifs sont à transmettre sous les mêmes délais à l'inspection des installations classées.
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois